



**APHP - HÔPITAL MARIN D'HENDAYE**  
**RENOVATION DES AILES CAMINO & ADAMSKI - PROJET DE 62 LITS SMR**  
Route de la corniche, 64700 Hendaye

Maître d'ouvrage :



APHP – Hôpital Marin d'Hendaye  
Route de la corniche  
64700 HENDAYE  
Tél. 05 59 48 08 05  
Email : [service.travaux.hnd@aphp.fr](mailto:service.travaux.hnd@aphp.fr)

Architecte mandataire :



2SL - Architecture  
4bis Avenue de la butte aux cailles  
64600 ANGLET  
Tél. 05 56 81 80 64  
Email : [agence@sls.archi](mailto:agence@sls.archi)

Bureau d'études TCE :



OTCE Aquitaine  
22 Avenue de l'Adour  
64600 ANGLET  
Tél. 06 33 35 26 36  
Email : [speltier@otce.fr](mailto:speltier@otce.fr)

Bureau de contrôle & Coordinateur SPS :  
BC : Cyrille MOREAU  
CSPS : Alain BROCHERIOU



QUALICONSULT  
28/30 Chemin de Sabalce,  
64100 BAYONNE  
Tél. 05 59 48 23 54 / 06 68 67 52 37  
Email : [cyrille.moreau@qualiconsult.fr](mailto:cyrille.moreau@qualiconsult.fr) / [alain.brocheriou@qualiconsult.fr](mailto:alain.brocheriou@qualiconsult.fr)

Coordinateur SSI :



NAMIXIS & SSICoop  
Le Calliope  
121 rue Jean Bart  
31670 LABEGE  
Tél. 05 47 30 67 00  
Email : [julien.drulhe@groupe-systea.com](mailto:julien.drulhe@groupe-systea.com)

OPC :

RG Concept  
28/30 Chemin de Sabalce – O & V  
64100 BAYONNE  
Tél. 06 63 02 10 44  
Email : [RGconcept@live.fr](mailto:RGconcept@live.fr)

CCTP LOT n°00 : Dispositions communes			DCE
Date	Indice	Modifications	
MARS 2024	0	CREATION	

# Sommaire

<b>01</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>3</b>
01.01	OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS.....	3
01.02	Ordre de préséance des pièces.....	3
01.03	Planning d'étude prévisionnel.....	4
01.04	Prescriptions qualitatives pour tous les lots .....	4
01.04.01	Peinture.....	4
01.04.02	Colles.....	4
01.04.03	Bois.....	4
01.04.04	Lampes.....	4
01.04.05	Matériaux.....	4
01.04.06	Performance d'isolation technique, acoustique, d'étanchéité.....	5
<b>02</b>	<b>ORGANISATION DU CHANTIER .....</b>	<b>5</b>
02.01	Remise en état des abords.....	5
02.02	Chantier propre.....	5
02.03	Base vie chantier.....	5
02.04	Documents de chantier .....	6
02.05	Présentation des échantillons.....	6
02.06	Organisation des repas de chantier.....	6
02.07	Panneau de chantier.....	6
02.08	Gestion électronique de documents (GED).....	7
02.09	Plans de B.A Etudes .....	7
02.10	Plans chauffage gaz – électricité – plomberie sanitaire.....	7
02.11	Bureau de contrôle .....	7
02.12	Autorisation de voirie et branchements de toute nature.....	7
02.13	Echafaudages.....	8
02.14	Compte prorata / inter-entreprises .....	8
02.15	Implantations.....	8
02.16	Fonctionnement des installations .....	8
02.17	Plan d'hygiène et de sécurité.....	9
02.18	Classement de façade / matérialité .....	9
02.19	Nomenclature des lots.....	9
02.20	Limites de prestations.....	9
02.21	Tranche Ferme / Tranche optionnelle.....	10

## 01 GENERALITES

### 01.01 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS

Chaque entrepreneur est censé avoir effectué la reconnaissance des lieux, reconnu les accès et les réseaux existants, et avoir une parfaite connaissance des éléments afférents aux prestations de son corps d'état et de tous ceux qui y sont directement liés.

### 01.02 Ordre de préséance des pièces

- 1) Les pièces administratives jointes au présent dossier : Acte d'engagement, CCAP travaux, ...
- 2) L'ensemble des documents joints au DCE : RICT – PGC – Étude de sol – Étude Thermique – Dossier SSI
- 3) Plans
- 4) CCTP
- 5) Vues d'ambiance

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) prévaudra sur toutes les autres pièces constitutives du présent marché.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières fait référence :

- a) Aux spécifications techniques détaillées et aux documents techniques du recueil des éléments et des ensembles préfabriqués (R.E.E.F.- édition 1958 mise à jour).
- b) A l'ensemble des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).

Ces recueils sont considérés comme fixant impérativement et sans contestations possibles, les normes et conditions imposées aux matériaux et à leurs mises en œuvre.

- c) D'une manière générale à toutes les normes et réglementations en vigueur à la date de la consultation, y compris les suivantes :

- Réglementation en matière d'accessibilité handicapés
- Réglementation en matière de sécurité incendie
- Réglementation RT 2012
- Prescriptions du PC

- d) Les matériaux et procédés non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique et d'un avis favorable des groupes spécialisés de l'A.R.C.E.S. ou d'un cahier des charges accepté par un organisme agréé.

Les entreprises devront prendre connaissance des textes et des documents cités en référence qui font partie intégrante du C.C.T.P. général, qui comprend implicitement l'ensemble des travaux décrits nécessaires au parfait achèvement des ouvrages tels qu'ils sont définis et conçus suivant les plans, coupes, élévations et détails, il s'entend pour une exécution conforme aux règles de l'art, avec l'emploi de matériaux et un matériel de qualité : elles devront prendre en outre connaissance de toutes les prescriptions des autres lots.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier sous leur responsabilité tous plans, côtes, détails, Cahier des Clauses Techniques Particulières, décomposition du prix forfaitaire, métrés.

Ils devront se manifester avant la remise des offres, pour éventuellement faire part de leurs remarques, passé ce délai aucune réclamation ne sera recevable. Les marchés signés étant censés englober l'ouvrage complet.

NOTA : Si des fournitures ou travaux nécessaires à l'accomplissement et au parfait achèvement des travaux ont été omis ou incomplètement décrits, ces travaux ou fournitures seront exécutés par l'entrepreneur qui est tenu lors de la remise de son offre de prix, de par ses connaissances professionnelles, avoir procédé aux vérifications nécessaires, et apprécié l'importance des ouvrages complémentaires indispensables au parfait

achèvement.

Les entrepreneurs seront seuls responsables des conséquences pouvant résulter des dérogations à ces prescriptions.

Chaque entrepreneur devra les trous, scellements et raccords afférents à son entreprise, ces scellements et raccords, sauf spécifications contraires seront obligatoirement en ciment.

Les entrepreneurs devront respecter le cadre du bordereau, sous peine de rejet de l'offre.

### **01.03 Planning d'étude prévisionnel**

Toutes les entreprises auront pris connaissance du planning prévisionnel et réaliseront leurs travaux conformément à celui-ci.

### **01.04 Prescriptions qualitatives pour tous les lots**

#### **01.04.01 Peinture**

Toutes les peintures et lasures seront à l'eau, hydrodiluables et obligatoirement certifiées NF Environnement ou éco-label européen et respectant la directive européenne applicable en 2010 concernant l'émission de Composés Organiques Volatils (COV). L'entreprise fournira les fiches techniques descriptives des peintures qu'elle utilisera pour ce chantier. Ces fiches devront prouver le respect de ces exigences.

#### **01.04.02 Colles**

Toutes les colles seront acryliques sans solvant et émettant le minimum de Composés Organiques Volatils (fiches techniques de données environnementales et sanitaires à fournir).

#### **01.04.03 Bois**

Tous les bois seront certifiés PEFC. Les essences seront de préférence naturellement durables (chêne, châtaignier, robinier) le traitement du bois sera certifié CTB P+ pour produit et CTB B+ pour le procédé (fiches techniques des produits et des traitements à fournir). Les traitements utilisant du chrome, de l'arsenic ou du créosole sont interdits.

#### **01.04.04 Lampes**

Les lampes halogènes sont interdites.

Tous les produits doivent avoir leur AVIS TECHNIQUE EUROPEEN et leur DOCUMENT D'APPLICATION. Dans le cas contraire, le produit devra faire l'objet d'une demande d'assurance volontaire décennale. Dans ce cas, le Maître de l'Ouvrage devra impérativement en être informé dès la remise de l'offre.

#### **01.04.05 Matériaux**

D'une manière générale, et sauf indications contraires dans le texte du descriptif, les matériaux ou articles de fabrication spéciale dont la marque est spécifiée, pourront être remplacés par des matériaux et autres articles similaires, en qualité au moins égale, SOUS RESERVE DE L'AGREMENT ECRIT de l'Architecte, du Maître de l'ouvrage ainsi que du Bureau de contrôle.

#### **01.04.06 Performance d'isolation technique, acoustique, d'étanchéité**

L'obtention de ces performances, qui constitue une obligation contractuelle sera le fruit d'une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet.

Cette obligation de résultat concerne non seulement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances, mais également celles qui mettent en œuvre des éléments ou matériels s'incorporant à ces ouvrages.

Notamment, les passages d'éléments divers au travers des planchers et cloisons coupe-feu (tels que gaines, canalisations diverses, etc.) seront calfeutrés en mortier de ciment ou avec un matériau ignifugé.

Conformément à la réglementation RT 2012, des tests relatifs à la perméabilité de l'air des bâtiments seront réalisés. Le rapport sera remis aux entreprises concernées et ces dernières devront respecter scrupuleusement les prescriptions du rapport.

## **02 ORGANISATION DU CHANTIER**

### **02.01 Remise en état des abords**

Lors de l'achèvement des travaux de tous les corps d'état, l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre, devra un nettoyage soigné des abords du bâtiment, après repli de l'installation de chantier, y compris l'évacuation des gravats de toute sorte et de toute nature.

### **02.02 Chantier propre**

En cas de manquement à la propreté du chantier, le Maître d'œuvre peut à tout moment demander un nettoyage immédiat d'une zone de chantier à l'entreprise ou au groupe d'entreprises responsables, ou à défaut, à l'entreprise de Gros-Œuvre. Les modalités et la description des pénalités sont indiquées dans le CCAP.

### **02.03 Base vie chantier**

Aménagement du bureau de chantier à la charge de l'entrepreneur du lot Gros-œuvre.

Il sera aménagé dans une baraque de chantier implantée par le Maître d'Œuvre sur le PIC du dossier marché. Il sera chauffé et éclairé, maintenu en état de propreté pour assurer les réunions de chantier, et devra être équipé des éléments suivants :

- Tables et chaises
- Un micro-ondes,
- Une kitchenette,
- Un réfrigérateur,
- Deux tableaux blancs type veleda 150x120ht mini avec feutres et aimants.
- Une fontaine à eau réfrigérée (Matériel, consommables et entretien à charge de l'entreprise responsable du lot GO),
- Une machine à café à grain et thé, (RAL au choix de l'architecte et soumis à validation après dégustation avec l'ensemble des équipes), compris consommables. Les dosettes de cafés, biscuits et

autres consommables sont commandées et livrées (dans les locaux base vie) par l'entreprise titulaire du lot GO (jusqu'à réception).

## **02.04 Documents de chantier**

Un exemplaire de chacune des pièces contractuelles du dossier visées au C.C.A.P. demeurera au bureau de chantier à la disposition de l'Architecte ou du représentant. Il y aura lieu de prévoir un livre de chantier (Manifold, Triplicata) où seront consignées toutes observations de tous ordres, faites au fur et à mesure de l'évolution du chantier, le coordinateur diffusera ces observations à toutes les entreprises. Ces documents de chantier seront fournis par l'entreprise de Gros-Œuvre.

## **02.05 Présentation des échantillons**

L'entreprise titulaire du lot GO équipera la salle des échantillons avec :

- 1 armoire à étagères (dimensions L\*p\*h = 1,2\*0,5\*2 mètres) fermant à clef
- 1 étagère (dimensions L\*p\*h = 1,2\*0,5\*2 mètres)
- 2 tables rectangulaire (1,60\*0,80 mètres)

## **02.06 Organisation des repas de chantier**

Les repas de chantier seront organisés par l'entreprise titulaire du lot GO en coordination avec l'OPC et le Maître d'Œuvre selon les jalons suivants : clos couvert, démarrage des OPR pour la tranche ferme et pour la tranche conditionnelle.

## **02.07 Panneau de chantier**

La publicité d'autorisation de construire sur le chantier a été rendue obligatoire par décret du 13 Juin 1979. Pour l'information et la sécurité du public, l'entrepreneur du présent lot devra procéder à la fourniture et la mise en place d'un panneau comportant les indications suivantes :

- Mentions de publicité réglementaire,
- Indication du nom et des coordonnées du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des Entreprises titulaires des marchés, accompagnés de ceux de leurs sous-traitants éventuels,
- Objet des travaux,
- Liste des lots dans leur ordre croissant,
- Mode de financement de l'opération,
- Date probable d'achèvement des travaux,
- Mesures de sécurité, etc... (Liste non limitative).

Le libellé définitif ainsi que le modèle de panneau de chantier sera fourni par la maîtrise d'ouvrage suite à l'attribution des marchés. Le panneau sera implanté, suivant les directives du Maître d'Œuvre, et du Maître d'Ouvrage de façon à être parfaitement lisible depuis le domaine public et maintenu en état pendant toute la durée du chantier.

**Nota** : Le panneau de chantier sera installé en lieu et place du panneau de la précédente opération réceptionnée. »

## **02.08 Gestion électronique de documents (GED)**

Le lot gros-œuvre mettra en place une GED (Gestion électronique de documents) qui permettra de stocker à minima les pièces contractuelles, l'ensemble des documents d'exécution produits et mise en ligne par les entreprises, les comptes rendus et les visas.

La GED permettra d'éditer facilement sur tableau Excel les listes de documents (derniers indices, complets, par lot, par type, ...) et l'état d'avancement des visas (par émetteur de visas, par lot, ...).

Chaque entreprise transmettra une version papier du document déposé dans la GED à la MOE. A l'issue de l'opération, il sera remis au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents archivés sur un support électronique duplicable.

Les modalités d'échange de données informatiques seront définies en accord avec les entreprises par la maîtrise d'oeuvre, lors de la phase de préparation du chantier.

Les fichiers dessins seront au format AUTOCAD version 2007 minimum.

## **02.09 Plans de B.A Etudes**

La mission des concepteurs étant du type VISA, les frais d'études d'exécution sont à la charge des entreprises.

## **02.10 Plans chauffage gaz – électricité – plomberie sanitaire**

Les plans d'atelier et de réservations sont dus par les entreprises.

## **02.11 Bureau de contrôle**

Toutes les entreprises sont informées qu'un bureau de contrôle est missionné pour assurer le suivi général de l'opération.

QUALICONSULT  
28/30 Chemin de Sabalce,  
64100 BAYONNE  
Tél. 05 59 48 23 54 / 06 68 67 52 37  
Email : [cyrille.moreau@qualiconsult.fr](mailto:cyrille.moreau@qualiconsult.fr)

En conséquence, les entreprises adjudicataires des lots devront se soumettre à tous les contrôles demandés par le bureau de contrôle et refaire ou compléter à leur frais les ouvrages ayant fait l'objet d'observations ou de refus. A l'issue de ces contrôles et en l'absence de réserves, le procès-verbal de réception sera délivré et la facturation accordée.

En cas de mention de réserves et remarques diverses, les entrepreneurs devront exécuter les travaux nécessaires à la levée des réserves.

## **02.12 Autorisation de voirie et branchements de toute nature**

Toutes autorisations nécessaires concernant les branchements et raccordements divers seront demandées aux administrations et services compétents. Tous les frais, risques et périls restent à la charge des entrepreneurs concernés,

au niveau des besoins du chantier.

### 02.13 Echafaudages

Chaque corps d'état fournira les échafaudages nécessaires à la réalisation de ses travaux sans pouvoir prétendre à une majoration du prix dans son engagement.

### 02.14 Compte prorata / inter-entreprises

Le lot gros œuvre prendra à sa charge l'intégralité des dépenses d'intérêt communs.

Il est tenu compte des dépenses d'intérêt commun et des produits éventuels de chantier dans les conditions données ci-après.

Pour l'application du présent chapitre, les dépenses d'intérêt commun sont celles qui, effectuées par un ou plusieurs entrepreneurs, ont pour but ou pour effet d'assurer, en vue de la bonne marche du chantier :

- La préparation et l'organisation du chantier,
- L'hygiène et la sécurité des personnes,
- La coordination et l'exécution des travaux.

Ne constituent, en aucun cas, des dépenses d'intérêt commun, les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Les dépenses d'intérêt commun telles qu'elles viennent d'être définies, incombent aux entrepreneurs participant au chantier. En aucun cas, elles ne sont à la charge du maître d'ouvrage. En tout état de cause, les opérations gérées par le compte prorata ne sauraient modifier le montant définitif des travaux.

Le fonctionnement et les principes du compte prorata sont fixés dans une convention appliquant les principes énoncés, ci-après, pour les rapports entre les entrepreneurs.

A défaut d'une telle convention, les parties sont censées avoir accepté le fonctionnement du compte prorata conformément aux dispositions du présent chapitre.

La mise en place d'un compte inter entreprise n'est pas constituée par les présentes pièces. Toutefois, suivant les besoins identifiés par les entreprises de mutualiser des installations communes en cours d'opération, il appartiendra à ces dernières d'établir les conventions internes de dépenses communes et d'en assurer le financement sans qu'aucune de celles-ci n'interfèrent dans la gestion courante du chantier.

### 02.15 Implantations

Les implantations des ouvrages en plans et en altimétrie sont à la charge des entreprises intéressées soit particulièrement :

- tous ouvrages de maçonnerie béton-armé : lot Gros OEuvre,
- cloisonnement : lots menuiseries intérieures bois, plâtrerie isolation.
- localisation et fourniture des trappes d'accès aux équipements CVC : lot Plomberie
- pose des trappes d'accès aux équipements CVC : lot Menuiseries intérieures

### 02.16 Fonctionnement des installations

Dans le cadre de la police "dommages ouvrages", les entreprises devront à leurs frais, effectuer les essais définis dans les documents Coprec n°1 et n°2, publiés par le Moniteur (2.5.79 et 27.7.79) pour les équipements suivants :

- CH : chauffage,
- EI : installations électriques,
- PB : plomberie - gaz,
- RA : réseau d'alimentation en eau,
- RE : réseau d'évacuation,



- VM : ventilation mécanique.

Ces essais et vérifications sont ceux qui peuvent être considérés actuellement comme indispensables, compte tenu des différents documents établis par les pouvoirs publics et les organismes professionnels du bâtiment.

Les procès-verbaux établis en deux exemplaires seront remis au Maître de l'Ouvrage.

Il est rappelé l'obligation, pour le constructeur de procéder pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui lui incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

En particulier, les entreprises devront définir leur programme de contrôle interne, en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

## **02.17 Plan d'hygiène et de sécurité**

Chaque entreprise devra fournir son plan d'hygiène et de sécurité correspondant au dernier PGCSPPS au coordinateur de sécurité.

Ce plan d'hygiène sera signé par toutes les entreprises et ce dans le mois suivant l'ordre de service, le retard dans la fourniture de ces documents est passible des mêmes pénalités que celles concernant l'exécution des travaux.

En cas de consignes extérieures, consignes d'état, consignes préfectorales, ou consignes locales, chaque entreprise devra équiper ses compagnons en conséquence conformément à la réglementation. En réponse à cela, les entreprises mettront en oeuvre les principes d'hygiène et de sécurité spécifiques à la situation.

Les modifications du planning d'exécution et de la date de réception des travaux, et les conditions financières qui en découlent ne seront pas imputables à la maîtrise d'ouvrage.

En cas de suspension d'activité, l'entreprise prendra à sa charge les conditions de retrait de ses matériels et les périodes de locations.

## **02.18 Classement de façade / matérialité**

Selon l'arrêté du 23 juillet 2013 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolation acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, les matériaux mis en oeuvre par les entreprises devront respecter les préconisations de l'étude acoustique du bureau d'études acoustique.

## **02.19 Nomenclature des lots**

LOT 00. DISPOSITIONS COMMUNES  
LOT 01. VRD / ESPACES VERTS  
LOT 02. DECONSTRUCTION / GROS OEUVRE  
LOT 03. CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE / ETANCHEITE  
LOT 04. CFO CFA SSI  
LOT 05. PLOMBERIE SANITAIRE / CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIM / DESENFUMAGE  
LOT 06. FLUIDES MEDICAUX  
LOT 07. MENUISERIES EXTERIEURES & MURS RIDEAUX ALUMINIUM  
LOT 08. SERRURERIE  
LOT 09. MENUISERIES INTERIEURES BOIS  
LOT 10. PLATRERIE / FAUX PLAFONDS / ISOLATION  
LOT 11. REVETEMENTS DE SOL SOUPLES ET MURAUX PVC  
LOT 12. PEINTURE / RAVALEMENT DE FACADE / NETTOYAGE  
LOT 13. RAILS DE TRANSFERT PATIENTS (hors appel d'offre)  
LOT 14. ASCENSEURS  
LOT 15. SIGNALÉTIQUE

## **02.20 Limites de prestations**

Les différentes limites de prestations sont désignées dans les CCTP du présent DCE et sont décomposés en tâches

élémentaires avec, au regard de chacune d'elles, la désignation du lot chargé de son exécution.

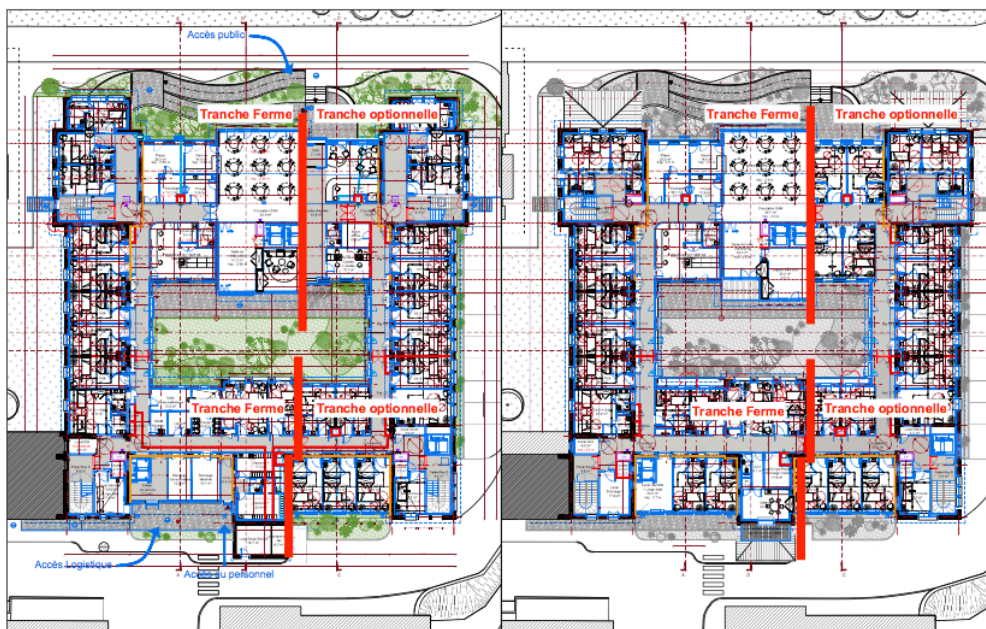
Au cas où un ouvrage d'un lot spécifique n'est pas répertorié, les principes d'interface pour une prestation similaire seront utilisés.

## 02.21 Tranche Ferme / Tranche optionnelle

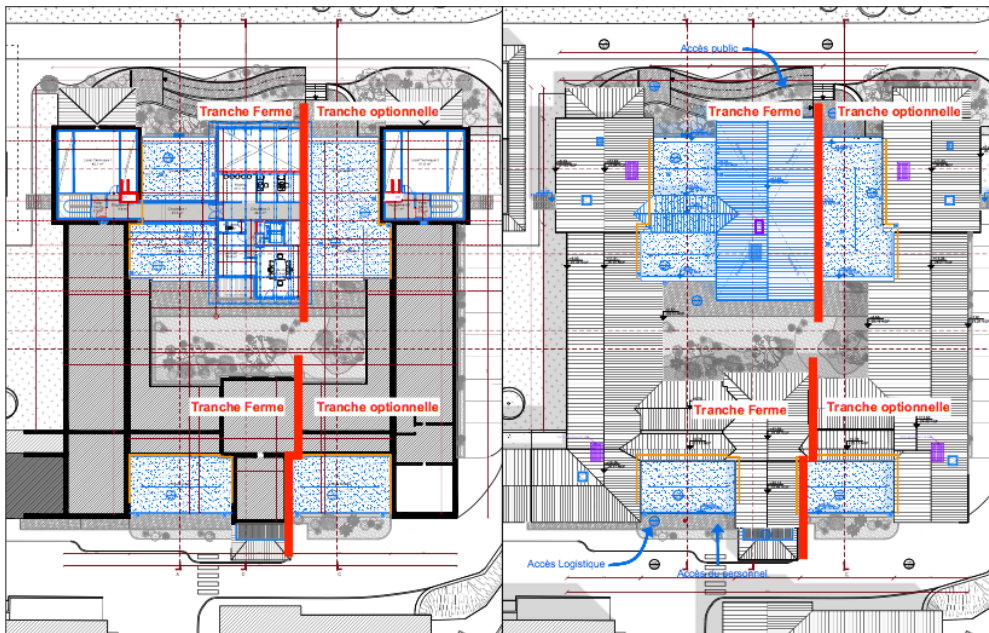
Le projet est découpé en deux tranches, une tranche ferme et une tranche optionnelle, qui correspondent chacune à une portion des travaux :

- Tranche Ferme : Rénovation de l'Aile Ouest Camino ainsi que la création de la majeure partie de l'extension Nord et la réalisation de l'extension Sud-Ouest
- Tranche Optionnelle : Rénovation de l'Aile Est Adamski ainsi que la création du reste de l'extension Nord et la réalisation de l'extension Sud-Est

Pour chaque lot, chacune des tranches disposent d'un DPGF dédié dans lesquels les entreprises devront répartir leurs prix en fonction des postes. Les deux tranches sont réparties en plan comme suit :



RDC / R+1



Combles / Toiture